



L'insoutenable victoire des va-t-en-guerre

Le conflit qui, au Proche-Orient, oppose depuis plus de soixante ans Palestiniens et Israéliens laisse peu de personnes indifférentes. Tour à tour, au gré des évènements sur le terrain, un attentat-suicide perpétré par un kamikaze, de nouveaux tirs de roquettes palestiniens ou une nouvelle opération militaire israélienne en Cisjordanie, dans la bande de Gaza ou au Liban-Sud, ce conflit attriste, passionne, laisse perplexe ou provoque la colère et parfois même la révolte. Dans le monde arabe, de la Syrie au Maroc, les chefs d'État l'utilisent pour faire diversion lorsque leur politique déplaît à leurs gouvernés. En Israël, ce conflit est le thème central de toutes les campagnes électorales. Dans de nombreux pays, sur les cinq continents, les prises de position à son sujet constituent un point de rupture, une ligne de clivage infranchissable pour quiconque ne veut pas se retrouver dans l'autre camp.

L'autre ? Oui, l'autre ! Car selon les grilles de lecture de ce conflit, par trop souvent construites de manière binaire, il ne peut y avoir que des « pro-palestiniens » et des « pro-israéliens ». Quel que soit le camp choisi ou

imposé, l'autre n'est que l'agresseur, jamais l'agressé, assurément un adversaire sans pitié, forcément déshumanisé, évidemment une cible à éliminer. Ainsi, il n'y aurait, d'un côté, que des terroristes nihilistes, des fous d'Allah rêvant depuis leur enfance de devenir des martyrs en tuant des Juifs, et de l'autre, des enfants d'Israël qui, devenus grands, tirent sur les descendants d'Ismaël, tuant de sang-froid et sans émoi femmes, vieillards et enfants.

Les intervenants des deux camps et leurs sympathisants, hommes et femmes politiques, intellectuels, artistes et simples citoyens, versent dans la surenchère verbale. Indifféremment, les deux camps, chacun à sa façon, manipulent les chiffres, les mots et les images, les vident de leur sens. Dès lors, les chiffres ne servent plus uniquement à compter les morts, évaluer les dégâts, les mots à décrire la peur et la terreur et les images à montrer la réalité sur le terrain. Depuis fort longtemps, ils sont utilisés pour instiller la haine dans les cœurs. À coups d'empoignades verbales, d'avalanches de chiffres, de déferlantes d'images et de jeux d'influences, les deux camps poursuivent leur combat dans les médias et sur les forums Internet. Le champ de bataille ne se limite plus au Proche-Orient. Chaque nouvelle crise dans ce conflit provoque, ailleurs dans le monde, des destructions de mosquées et de synagogues,



des violations de tombes et des saccages de cimetières juifs et musulmans. La bêtise humaine des va-t-en-guerre prospère parce qu'elle ne connaît pas de frontière et tend à devenir une façon d'être et de penser qui, à l'époque qui est la nôtre, chaque jour se propage un peu plus.

Décidé d'en finir avec le Mouvement de résistance islamique (le *Hamas*), Israël a mené dans la bande de Gaza, une opération militaire extrêmement sanglante. Dix mois après cette offensive baptisée « Plomb durci » par *Tsahal* (l'armée israélienne), la bataille des chiffres continue de faire rage. L'état-major israélien reconnaît avoir tué près de 1 200 Palestiniens au cours de cette offensive, dont plus de 700, précise-t-il, étaient des militants et des combattants islamistes. Les Palestiniens dressent un autre bilan. Les services médicaux et sanitaires de Gaza affirment que l'opération militaire israélienne aurait causé le décès de plus de 1 500 personnes et blessé 5 000 autres. Selon la source à laquelle on se réfère, le bilan diffère mais demeure macabre. Les morts sont là. Quel que soit le bilan, des enfants, des femmes et des vieillards ont été tués, victimes innocentes des va-t-en guerre impénitents, malheureusement présents en nombre dans les deux camps.

Comment ne pas condamner les méthodes militaires d'Israël dès lors que *Tsahal* n'a pas

hésité à tuer – sacrifier ? – de manière délibérée des civils palestiniens ? Et ce n'était pas la première fois. Par des fâcheux et sanguinaires bégalements de l'Histoire, les événements se répètent. Par le passé, il y a eu les crimes et les exactions commis lors des nombreuses opérations militaires israéliennes, « Paix en Galilée », « Rempart », « Raisins de la colère », « Jours de pénitence », etc. En 2009, en remontant le temps, le passé rejoint le présent ; les massacres, les assassinats, les violations du droit international et les atteintes aux libertés fondamentales se poursuivent.

Selon un rapport du Conseil des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations unies (ONU), rendu public en septembre 2009, l'armée israélienne aurait perpétré, au cours de l'opération « Plomb durci », des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. L'accusation est grave. Toutefois, aussi grave soit-elle, elle n'est pas la seule que l'on puisse porter à l'endroit de l'État hébreu.

Dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, Israël mène une guerre au quotidien, avec ses exactions et ses crimes ; personne ne doit le nier. Nul ne peut également minimiser les effets du blocus imposé, depuis 2006, par Israël aux habitants de la bande de Gaza. Depuis plus de trois ans, la population de ce territoire vit sous un véritable état de siège.



Elle manque de tout, d'eau, d'électricité, de produits de premières nécessités ; la situation sanitaire est désastreuse et chaque jour s'aggrave un peu plus. Nul ne peut décrire le quotidien des Palestiniens sans évoquer les barrages – ces désormais célèbres check-points –, les bombardements et les destructions d'infrastructures – écoles, hôpitaux, routes, ponts, installations électriques, bâtiments publics.

Depuis des décennies, Israël viole le droit international et porte atteinte impunément aux libertés fondamentales des Palestiniens. En dépit des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, l'État hébreu ne s'est toujours pas retiré de l'ensemble des territoires qu'il occupe depuis 1967. Faisant fi des condamnations de la communauté internationale – disons-le bien timides et sans conséquences –, Israël poursuit l'extension de ses colonies en Cisjordanie. Bien que condamné par la Cour internationale de justice (CIJ), le pays achève la construction, au-delà de ses frontières officiellement reconnues par l'ONU, d'un mur de séparation. Un mur de la honte ! Tout ceci aussi, personne ne peut et ne doit le nier.

En guise d'explications et de justifications de son attitude et de ses méthodes, Israël déclare être dans la conséquence et non la cause. En effet, les autorités israéliennes

affirment agir en légitime défense et que leurs décisions et leurs actions constituent des réponses appropriées aux attentats-suicides et aux tirs de roquettes palestiniens dont leur pays est régulièrement la cible. L'État hébreu met en avant son droit légitime à la sécurité. Les civils israéliens sont aussi des victimes dans ce conflit. Beaucoup l'oublient. Les habitants de Sdérot ne vivent pas dans des camps, manquant de tout, coupés du monde, mais eux aussi vivent dans l'angoisse et la peur. De nombreux Israéliens ont été tués, victimes choisies par des combattants nihilistes qui confondent la guerre de libération, l'appel de la vengeance sourde et aveugle et la quête du paradis. Je le dis, ici, en toute sincérité mais sans esprit de provocation : si le jardin éternel existait et ôter la vie d'autrui permettait d'y accéder, je voudrais que ses portes me fussent à tout jamais fermées.

Oui, Israël a le droit de se défendre et se doit de protéger ses citoyens. Ceci aussi, il faut le dire et l'écrire. Toutefois, les moyens utilisés doivent rester appropriés à la situation et la riposte proportionnelle au danger encouru, à la menace qui provient du camp d'en face. La réponse israélienne aux tirs de roquettes et aux attentats-suicides palestiniens est démesurée. S'étant éloignée de la légitime défense, cette riposte s'est muée, depuis bien



longtemps, en vengeance, par essence criminelle.

Le récent rapport du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU accuse également le *Hamas* de crimes de guerre. L'organisation islamiste balaie ces accusations en mettant en avant, à son tour, le droit légitime du peuple palestinien à se défendre. Décidément dans ce conflit, chacun des deux camps s'emploie à endosser le rôle de l'agressé forcément innocent, jamais belliqueux, ou alors si peu.

Depuis sa création, au milieu des années quatre-vingts, au moment du déclenchement de la première *Intifada*, le *Hamas* a toujours refusé de reconnaître l'État d'Israël qui, de son côté, considère l'organisation islamiste palestinienne comme un ennemi à éliminer. Les forces de sécurité israéliennes organisent des assassinats ciblés de responsables et de membres du *Hamas*. Israël est convaincu que l'organisation islamiste palestinienne est manipulée par l'Iran. Oui, l'Iran ; car ce conflit n'oppose pas uniquement Israéliens et Palestiniens. Il oppose, aussi, Israël aux États arabes ; il met aux prises, que nous le voulions ou non, un État hébreu et juif à des États arabes – perse en ce qui concerne l'Iran – et musulmans. Depuis l'instauration de la république islamique, l'Iran refuse de reconnaître l'État hébreu. Une des chefs de file des va-t-en-guerre, l'actuel président iranien,

Mahmoud Ahmadinejad, a exprimé à plusieurs reprises son souhait de rayer Israël de « la surface de la terre ».

Pour des raisons idéologiques liées notamment au statut des Juifs dans le Coran, un islamiste, qu'il soit sunnite ou chiite, ne conçoit pas l'existence d'un État juif qui a fait de Jérusalem (*Al Qods*, en arabe, troisième ville sainte de l'islam) sa capitale « sacrée et éternelle ».

Pour avoir signé les accords de paix de Camp-David et s'être rendu en voyage officiel en Israël, le président égyptien, Anouar El Sadate a été assassiné, en 1981, au cours d'un défilé militaire par un commando islamiste.¹ Trente ans après les accords de Camp David et seize ans après ceux d'Oslo, le *Hamas* persiste, à l'instar de l'ensemble des organisations et partis islamistes à refuser de reconnaître l'État hébreu. Dans les pays arabes, le conflit du Proche-Orient fait l'objet d'un consensus national et les islamistes en ont fait un thème central de leur programme. La rhétorique est simple : la création de l'État d'Israël s'est faite aux dépens des Palestiniens. « Pour se faire pardonner l'Holocauste, les Alliés se sont

¹ Quelques années plus tard, en 1995, le premier ministre israélien Itzhak Rabin est assassiné par un extrémiste israélien qui lui reprochait la signature d'accords de paix avec Yasser Arafat. Les nihilistes et les opposants à la paix sont présents dans les deux camps.



empressés de faciliter la création d'Israël, spoliant ainsi les Palestiniens de leurs terres. » est une idée répandue dans l'opinion publique des pays arabes. Les membres du *Hamas*, ainsi que tous les islamistes, considèrent que le combat pour la libération de la Palestine ne se limite pas à la récupération des territoires annexés par Israël en 1967 et en 1948. Non, leur combat de libération consiste à récupérer l'ensemble des territoires datant du mandat britannique.

La région du Proche-Orient connaîtra-t-elle, un jour, la paix ? Probablement, je l'espère mais rien n'est moins certain. Il faudrait que la haine disparût des cœurs, que les appels au calme et à la retenue, au dialogue et à l'échange se fissent plus fréquents que les gesticulations des va-t-en-guerre et qu'ils retentissent plus forts que leurs vociférations. Est-ce seulement possible ?

© Youssef Jebri, octobre 2009.